

Les grandes lignes du droit des sociétés et l'impact sur les ASBL

Le 15 mai 2018, l'Association des Centres Culturels de la Communauté française de Belgique, la Fédération Pluraliste des Centres d'Expression et de Créativité, Musées et Société en Wallonie et l'Association des archivistes francophones de Belgique ont organisé une matinée de réflexion « La réforme des ASBL ? » afin de faire le point sur la réforme du code des sociétés et l'impact sur les ASBL. Ce fut l'occasion d'entendre divers experts de la question et le représentant du Gouvernement fédéral, Georges-Louis Bouchez, qui ont pu nous présenter la réforme et les craintes à avoir pour le secteur. Voici ce qu'il faut en retenir.

| Stéphanie Demoulin, coordinatrice FFEDD

Les objectifs de la réforme

La réforme a pour objectif de rendre les sociétés et les associations « plus modernes, plus simples et plus cohérentes ». Le Gouvernement espère par-là rendre les instruments juridiques plus efficaces et la Belgique « plus attractive en matière d'investissements ».

Comment se fera la réforme ?

La réforme s'articule en 3 phases :

1. La réforme des règles relatives à l'insolvabilité
2. La réforme de la notion d'entreprise et la création du tribunal des entreprises
3. La codification des règles relatives aux sociétés et aux associations

Comment cela va-t-il se passer ?

1. Phase 1 : L'insolvabilité

Le texte relatif à l'insolvabilité des entreprises a été voté le 11 août 2017 et est entré en vigueur le 1er mai 2018.

Cette loi rend applicable aux ASBL les

dispositions de l'insolvabilité qui étaient jusqu'alors propres aux sociétés commerciales. Les ASBL auront désormais la possibilité de tomber en faillite et se verront appliquer les règles de la réorganisation judiciaire.

2. Phase 2 : réforme de la notion d'entreprise et création du tribunal des entreprises

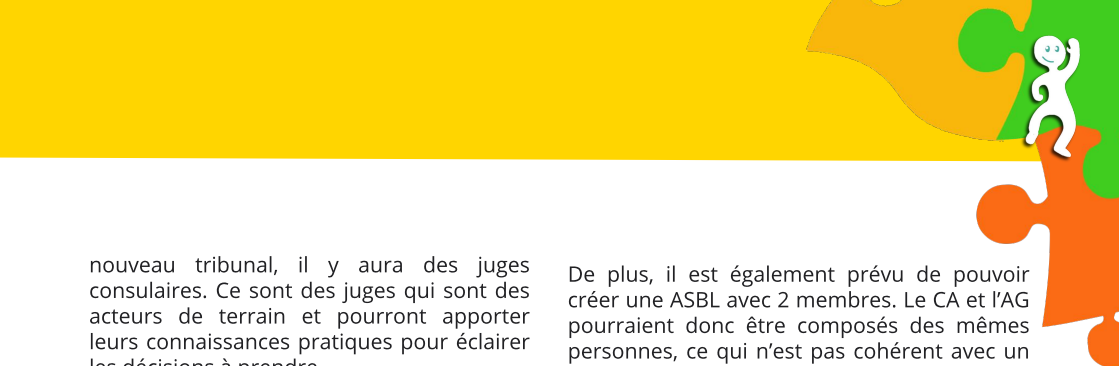
L'entrée en vigueur de la loi est prévue pour, au plus tard, le 1er novembre 2018.

Cette loi intègre une nouvelle définition de l'entreprise. Changement important car depuis le 1er mai 2018, les ASBL sont considérées comme des « entreprises ».

Cette loi précise les formalités que les entreprises devront respecter, telles que la publication au Moniteur belge, les obligations comptables, etc.

Nouvelles obligations pour les ASBL qui en découlent :

- Obligation de s'inscrire à la Banque Carrefour des Entreprises (inscription en ligne). Plus de dépôt des listes des administrateurs au Moniteur, mais à la Banque Carrefour. Le dépôt sera gratuit.
- Mise en place du Tribunal de l'entreprise qui remplace le Tribunal du Commerce. Dans ce



nouveau tribunal, il y aura des juges consulaires. Ce sont des juges qui sont des acteurs de terrain et pourront apporter leurs connaissances pratiques pour éclairer les décisions à prendre.

3. Phase 3 : codification des règles relatives aux sociétés et aux associations

Cette phase est toujours en cours.

Il s'agit de créer un code des sociétés qui remplacera le code des sociétés existant, mais aussi la loi du 27 juin 1921 sur les ASBL.

L'une des principales modifications est la **nouvelle définition de l'association** :

« Une association est constituée par une convention entre deux ou plusieurs personnes, dénommées membres. Elle poursuit un but désintéressé dans le cadre de l'exercice d'une ou plusieurs activités déterminées qui constituent son objet. Elle ne peut distribuer ni procurer directement ou indirectement un quelconque avantage patrimonial à ses fondateurs, ses membres, ses administrateurs ni à toute autre personne sauf dans le but désintéressé déterminé par les statuts.

Toute opération violant cette interdiction est nulle ».

Ce qui différencie donc maintenant les associations par rapport aux sociétés est « le fait qu'elles ne peuvent pas procurer d'avantages matériels à leurs membres ou dirigeants. ».

Les ASBL pourront donc poursuivre, même à titre principal, des activités de nature commerciale en vue de se procurer les ressources nécessaires à la réalisation de leur but.

C'est donc un grand changement dans la vision des ASBL.

De plus, il est également prévu de pouvoir créer une ASBL avec 2 membres. Le CA et l'AG pourraient donc être composés des mêmes personnes, ce qui n'est pas cohérent avec un objectif de bonne gouvernance.

Les enjeux pour les associations

- Crainte de « disparition » de l'association. En effet, une association est-elle une entreprise comme une autre? La réforme va-t-elle accélérer la marchandisation du secteur?
- Quel impact sur les subsides?
- Quel impact en matière de fiscalité? Nous ne serons plus soumis à l'impôt des personnes morales mais à l'ISOC¹. Cela ne changera-t-il pas l'imposition des associations? Personne ne sait le dire actuellement.
- La loi prévoit de renforcer la responsabilité des administrateurs et de professionnaliser les associations.

La volonté est qu'il y ait une évolution de la gestion des associations et plus de compétences des administrateurs, ce qui va nécessiter, pour les petites associations volontaires, un accompagnement accru des Fédérations.

Concrètement...

A ce jour, il y a encore des zones d'ombre qu'il faudra clarifier.

C'est pourquoi le Gouvernement prévoit une période transitoire. En effet, la législation serait applicable aux associations actuelles au 01/01/2020, mais nous aurons jusqu'au 01/01/2024 pour adapter nos statuts.

Le challenge va donc être, pour la Fédération et les Coordinations, d'acquérir des connaissances sur ces nouvelles règles et de pouvoir vous informer suffisamment dans des délais relativement courts.

1. ISOC : Impôt des Sociétés